

POUR UNE STRATÉGIE DURABLE DE FORMATION AU NUMÉRIQUE TOUT AU LONG DE LA VIE

Patrick CHAIZE

- ▶ Sénateur LR de l'Ain
- ▶ Président de l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (Avicca)
- ▶ Membre du Conseil national du numérique



Face aux dérives mortifères des réseaux sociaux et à l'impact des "infox" sur nos démocraties, il ne faudrait pas oublier que le numérique reste une chance pour l'accès à la culture pour tous ainsi qu'une possibilité d'émancipation et de développement économique pour nos citoyens. Pourtant, notre pays manque de doigts et d'intelligences pour coder, sécuriser, concevoir les services et usages d'aujourd'hui et de demain. Responsables données, spécialistes cybersécurité, ingénieurs en apprentissage automatique ou éthiciens en intelligence artificielle : comment former un million de Français aux métiers d'avenir d'ici 2030, dont 400 000 dans le secteur du numérique ?

Pour atteindre cet objectif, peut-être faudrait-il revoir nos stratégies.

D'abord, le numérique passe par la formation initiale et donc par l'éducation, de l'école à l'université. Si les réseaux et les équipements, pris en charge par l'État et les collectivités, ont presque tous été déployés dans les EPLE au cours de ces dernières années, c'était peut-être, avec le recul, le plus facile. En revanche, les questions des ressources numériques (inutiles si personne ne les utilise faute de compétences ou d'appétence) comme de l'enseignement disciplinaire « du et avec le numérique » ne semblent pas encore réglées. Pour y répondre, la Direction du numérique éducatif de l'Éducation nationale, les collectivités, les éditeurs, la filière EdTech et les associations d'élus ont élaboré, depuis 2022, une stratégie commune du numérique pour l'éducation, en direction des élèves, des parents, des enseignants et de l'ensemble des équipes mobilisées dans les établissements, les personnels de direction et les agents du ministère en centrale comme dans les académies. Cette stratégie veut renforcer la coopération nationale et locale entre acteurs, développer les compétences numériques des élèves, fournir aux professeurs de meilleures ressources

ainsi que développer la sécurité, l'accessibilité, la qualité et l'écoresponsabilité des outils.

Ensuite, le numérique passe par une volonté d'inclusion. Celle-ci s'appuie d'ailleurs aussi sur une autre « stratégie nationale pour un numérique inclusif », lancée dès 2018, et prolongée par « France Numérique Ensemble » et sa centaine de feuilles de routes locales. Ce plan vise à accompagner les 13 millions de Français éloignés du sujet en déployant 3500 à 4000 conseillers numériques France Service (CNFS). Hélas, le projet de loi de finances (PLF) 2025, en cours de discussion, porte un coup d'arrêt à cette politique partenariale, en amputant sa ligne budgétaire de plus de la moitié. Cette décision est d'autant plus incompréhensible que le dispositif de financement des CNFS par l'État était programmé pour s'éteindre progressivement sur trois ans dans un cadre contractuel en concertation avec les employeurs privés (essentiellement des associations) comme publics (60% des employeurs sont des collectivités). Couplée à la baisse des financements des réseaux à Très Haut Débit (sur le même programme 343 du PLF 2025), cette décision impactera les Français déjà les plus touchés par l'abandon des services publics, les déserts médicaux, l'éloignement culturel...

Ce dont la nation a besoin, c'est d'une stratégie unifiée, pérenne et de long terme, d'une vision partenariale et partagée qui va dans le sens d'une formation numérique tout au long de la vie. Comment

« Le numérique passe par la formation initiale et donc par l'éducation, de l'école à l'université »

autrement pourrions-nous soutenir la montée en compétence numérique des élèves comme des professeurs, des agents de l'État, des collectivités et de l'ensemble des citoyens ? La pérennisation et la mise en cohérence de ces stratégies sont une des conditions de réussite de la numérisation de notre pays, du développement de notre pays, du développement des start-up comme de l'IA, de la cybersécurité et de l'empouvoirement que ces outils portent potentiellement en eux. ●

